

QUESTION 1 : QUEL EST SELON VOUS LE DEGRÉ DE FLEXIBILITÉ DES ACTIFS ENR EXISTANTS (SELON LEUR FILIÈRE OU LEUR TAILLE NOTAMMENT) ? EN CAS DE CONTRAINTES TECHNIQUES OU ENVIRONNEMENTALES, MERCI DE LES PRÉCISER.

QUESTION 2 : QUELLES SOLUTIONS PERMETTRAIENT D'OPTIMISER CETTE FLEXIBILITÉ AFIN QUE CES ACTIFS PUISSENT RÉPONDRE À DES SIGNAUX DE PRIX SUR UN PAS DE TEMPS DE 15 MINUTES ? A QUEL COÛT ET DANS QUEL DÉLAI CES SOLUTIONS POURRAIENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE ?

QUESTION 3 : MÊMES QUESTIONS POUR LES ACTIFS SUSCEPTIBLES DE SIGNER DES NOUVEAUX CONTRATS DE SOUTIEN EN COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION.

QUESTION 4 : PARTAGEZ-VOUS LES PRINCIPAUX EFFETS DE CHAQUE SOLUTION TELS QUE DÉCRITS PAR LA CRE ? EN IDENTIFIEZ-VOUS D'AUTRES ?

#### **Réponse non confidentielle**

A titre liminaire, Selfee tient à préciser que les trois options présentées par la CRE engendreront nécessairement des coûts supplémentaires pour les producteurs sous complément de rémunération, y compris pour l'option B qui selon la CRE « *ne répercute pas sur les contrats de CR les effets du passage à un pas de temps de 15 minutes* ». Selfee constate que la CRE n'examine que l'impact du passage au pas 15 minutes sur les contrats de complément de rémunération, en omettant les conséquences globales sur l'équilibre économique d'un contrat d'agrégation entre le producteur et son agrégateur, lorsqu'il existe, pour valoriser les actifs sur le marché.

Selfee s'étonne ainsi que dans la liste dressée par la CRE sur les implications de l'évolution des règles de calcul du CR, celles sur les frais d'agrégation ne soient pas évoquées pour les producteurs concluant des contrats avec des agrégateurs valorisant la production renouvelable sur le marché. De fait, ces acteurs sont directement concernés par l'évolution du pas horaire du contrat de complément de rémunération et du traitement de celui-ci.

En toute logique, les frais d'agrégation facturés par les agrégateurs devraient augmenter dans la mesure où la gestion des actifs devient plus complexe, notamment si les options B et C sont retenues. Il est à noter que ces contraintes vont s'ajouter à la baisse du seuil du S21 qui va soumettre au complément de rémunération des centrales de petites tailles pour lesquelles les frais fixes de gestion vont être alourdis : temps de contractualisation, prévisions, facturation etc...

**L'option A**, qui semble être privilégiée par la CRE, nous apparaît également comme le procédé le plus favorable à mettre en œuvre dans les délais impartis. Cette solution permettrait le maintien d'une valorisation



« simple » vis-à-vis du marché (ordres conditionnels par rapport aux prix strictement négatifs) pour les contrats actuels, a minima.

La CRE évoque l'incitation aux dispositifs de pilotage à distance. Ce type de dispositif n'est pas une fin en soi et n'a de sens que si son utilisation est rentable par rapport à un pilotage manuel. Il convient donc d'être prudent sur l'utilisation de cet argument.

Pour les producteurs peu flexibles, l'option A pourrait avoir des effets d'arrêts et de reprises réguliers si les prix spot « oscillent » autour de 0 €/MWh. Cela peut générer des pertes pour les producteurs ne pouvant s'arrêter sur de courts pas de temps (contraintes techniques par exemple pour la filière éolienne). La CRE souligne cependant que ce type d'effet « yoyo » demeure rare (seulement 4 % des heures à prix négatif étaient isolées entre 2018 et le premier semestre de 2024). Comme cela avait été déjà proposé, il pourrait être pertinent de considérer les heures très peu négatives comme des heures à prix spot nulles pour le calcul du complément de rémunération.

**S'agissant de l'option B**, Selfee souligne qu'elle nécessite pour traiter correctement les volumes valorisés sur le marché par agrégation :

- la mise en place d'ordre bloc reflétant les contraintes proposées. Ceci impliquera nécessairement des coûts supplémentaires pour la filière ;
- idéalement, une adaptation du signalement par mail en J-1 par RTE des occurrences d'heures concernées par le nouveau dispositif, afin d'éviter des injonctions contradictoires. On peut à ce titre s'interroger sur la manière dont le calcul moyen horaire des prix spot sera effectué et publié. Epex a par exemple indiqué continuer à publier un indice horaire, mais correspondra-t-il à la moyenne arithmétique des prix quart horaires issus du couplage, tel qu'attendu ici ?

**L'option C** présente des inconvénients supplémentaires par rapport à l'option B, notamment en termes de complexité des ordres.

En tout état de cause, quelle que soit l'option retenue par la CRE, il est préoccupant pour les acteurs de la filière que les dispositions soient connues aussi tardivement. Le passage au spot 15 minutes est prévu dans deux mois et si une renégociation des contrats d'agrégation doit être menée consécutivement à celle des contrats de complément de rémunération, il sera difficile de la mener dans le temps imparti.



QUESTION 5 : POUR CHAQUE SOLUTION, QUELLE(S) STRATÉGIE(S) UN PRODUCTEUR ENR SOUTENU PAR LE RÉGIME DU CR DEVRAIT ADOPTER POUR MAXIMISER SES REVENUS ? CETTE(CES) STRATÉGIE(S) VOUS PARAÎT(SENT)-ELLE(S) IMPLÉMENTABLE(S) OPÉRATIONNELLEMENT ?

**Réponse non confidentielle**

Dans la pratique, la question ne s'adresse pas seulement aux producteurs EnR mais aussi à leurs agrégateurs. Les stratégies d'offres devant s'appliquer sont les suivantes :

- Option A : ordres conditionnels en prix ;
- Option B : ordres liés ;
- Option C : ordres liés complexes.

Elles sont techniquement implémentables mais il convient de s'interroger sur l'intérêt (pour les acteurs et pour le fonctionnement de l'algorithme de couplage) de décliner la complexité des options B et C.

QUESTION 6 : SELON VOUS, PARMIS LES TROIS OPTIONS PRÉSENTÉES, LAQUELLE DEVRAIT ÊTRE RETENUE ? DEVRAIT-IL Y AVOIR UNE DIFFÉRENCE ENTRE LES NOUVEAUX CONTRATS ET LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR OU UNE PÉRIODE DE TRANSITION MINIMALE POUR LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR ?

**Réponse non confidentielle**

La meilleure option est l'option A, à appliquer dès juin aux anciens et nouveaux contrats. Il conviendra de l'adapter (notamment le seuil strict à 0 €/MWh) si son application venait à déclencher des arrêts / reprises trop fréquents au sein d'une même journée, qd les prix oscillent autour de 0 €/MWh.

QUESTION 7 : ENVISAGEZ-VOUS D'AUTRES SOLUTIONS QUI POURRAIENT AVOIR DE MEILLEURES PROPRIÉTÉS QUE CELLES PRÉSENTÉES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT ?

QUESTION 8 : DÉPOSER UNE CONTRIBUTION D'ORDRE GÉNÉRALE

**Réponse non confidentielle**